

RAEU: Les structures bientôt adoptées

par Denis Gascon

Deux intenses réunions du Conseil des Représentants spécial sur les structures n'ont toujours pas permis aux associations étudiantes universitaires d'arrêter leur décision finale sur les statuts et règlements de la fédération nationale. Réunis en Congrès spécial samedi dernier à l'UQAC, les délégués des associations membres n'ont pu venir à bout de cet aride dossier fait de longues tractations sur la syntaxe et la terminologie.

Les associations ont cependant adopté certains articles, notamment ceux concernant la composition et les fonctions de l'exécutif et de la régie permanente. Le premier comprendra maintenant cinq membres, un secrétaire-général et des secrétaires à l'information, trésorier, aux affaires externes et aux affaires internes. Pas plus de deux membres ne peuvent provenir de la même institution.

La régie permanente, quoique ne jouissant d'aucun pouvoir, sera quant à elle un corps de recommandation qui se chargera de faire respecter la constitution, de scruter l'orientation de la politique du RAEU et de les critiquer si la conjoncture l'exige. Ses membres, mandatés pour deux ans, seront surtout d'ex-membres du Comité de Coordination et sont non-destituables par le Conseil des représentants, qui demeure l'instance suprême.

Le RAEU espère finaliser l'adoption des structures à sa prochaine rencontre prévue pour la mi-mars.

Par ailleurs, le comité 'ad hoc' qui étudie le document de la CEU a fait rapport au conseil des représentants régulier dimanche. Le comité souhaite terminer son analyse autour du 15 mars, analyse qui sera par la suite soumise aux critiques des différentes associations avant d'être finalement rendu public. La sortie du "document du RAEU sur la CEU" et des recommandations qui s'ensuivent est prévue pour la fin avril.

L'étude critique du RAEU se penche sur les 6 principaux aspects de la commission Angers: le pouvoir étudiant et l'organisation, l'aide financière et les frais de scolarité, l'accessibilité et la démocratisation, les conditions de vie et les services étudiants, la pédagogie et finalement l'évaluation.

Parmi les autres points-culmine du congrès, mentionnons le rapport du comité 'ad hoc' sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes universitaires, rapport qui laisse entre autres entrevoir un certain adoucissement de la position des administrations et une plus grande inclination à discuter de leur part.

D'autre part, le RAEU commencera sous peu à s'intéresser au problème des emplois d'été pour les étudiants. La fédération compte prendre une approche innovatrice sur la question: voulant décentrali-



C'est la semaine de l'Afrique à l'université McGill. L'exposition d'art africain à la salle B-01 du building Union est à voir absolument.

ser le processus, elle entend procéder surtout au niveau régional et étudier les possibilités de chacune des universités.

Les délégués ont aussi donné leur appui à la lutte des étudiants canadiens contre la hausse des frais de scolarité universitaires. Ils ont par contre judicieusement refusé de prendre position sur la motion de blâme que certains délégués du Conseil de Central de l'ANEQ ont déposé à l'égard de trois membres de leur exécutif. Préférant ne pas "s'ingérer" dans une question qui risque de chambarder sérieusement l'ANEQ et ses orientations, les associations se sont contentées de débattre sur la question et d'émettre quelques opinions plutôt modérées.

U de M:

Les étudiants de socio font la grève

par Carole Courchesne
(Le Continuüm-PEQ)—C'est d'un mauvais oeil que les étudiants de sociologie à l'Université de Montréal voient venir l'annonce d'un éventuel contingentement à la maîtrise.

Afin de manifester leur mécontentement, ceux-ci ont tenu des journées d'étude intensives pendant la semaine du 20 février. Suite à l'indifférence et au refus des instances départementales de collaborer, ils ont opté le 28 février pour la grève illimitée et l'occupation du département; ils entendent maintenir ce moyen de pression jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction de leurs revendications.

Au cours du mois d'octobre, un groupe de travail préoccupé par la gravité de la question avait esquissé une critique et énoncé des solutions d'ensemble au problème. L'assemblée générale des étudiants s'était prononcée contre toute forme de sélection dépassant les normes du 70 pour cent comme moyenne générale et avait adopté une résolution visant à augmenter les ressources du corps professoral pour pallier au problème de l'encadrement. Alors que le département prétextait le

strict ration profs-étudiants pour justifier le contingentement, les étudiants percevaient une autre dimension du problème: "celui de l'institutionnalisation de l'élitisme et la professionnalisation de la sociologie".

Le litige a rapidement débordé sur certains autres conflits déjà en cours, entre autres celui de la participation des étudiants aux structures départementales (contenu des cours, évaluation, pédagogie), la dégradation de la qualité de l'enseignement (manque d'encadrement, mesures coercitives de la part des professeurs) et une tendance à la spécialisation (orientation vers le domaine de la santé).

Les étudiants exigent la mise sur pieds d'une réforme du programme pour les trois cycles (bacc, maîtrise, doctorat).

De leur côté, les étudiants en sociologie de l'Université Laval avaient aussi opté pour la grève illimitée le 5 février dernier; tout comme les étudiants de l'U de M, ils demandent une restructuration du programme au niveau du bacc, sans toutefois avoir de problèmes au niveau de l'accessibilité à la maîtrise.

Crise à l'ANEQ:

Pour savoir qui décide —Beaupré

par Carole Courchesne et Claude Denis (PEQ)

Pour la première fois depuis longtemps, une crise majeure secoue l'ANEQ. Le travail de trois membres de son exécutif a été remis en question, et ce d'autant plus sérieusement que les critiques divisent l'exécutif en deux camps. On reproche aux trois dirigeants, André Rémillard, Jean Latraverse et André Chabot, de fonctionner de façon autonome, de prendre des décisions sans consulter les associations locales et d'aller en sens inverse des désirs de celles-ci.

Les critiques se sont faites par la voix d'une motion de non-confiance contre l'exécutif, excluant Jacques Beaupré, le secrétaire général. C'est lors du conseil central (C.C.) du 24 février à l'UQAM que la motion a été présentée par la région de Québec. Elle a été discutée en C.C. mais aucun vote n'a été pris. Les associations locales discutent présentement de la motion dans les conseils régionaux et la décision finale sera prise cette fin de semaine à Québec en C.C. A date, la région de l'Estrie s'est prononcée en faveur de la motion

(4 contre 3) et la région du Saguenay l'a massivement rejetée (0 pour, 5 contre).

Commentant l'épreuve de force qui s'achève, Beaupré affirmait qu'il s'agissait de savoir "qui prend les décisions à l'ANEQ"; un conseil exécutif autonome ou les associations. Hélène Zachal, présidente de l'assemblée du 24 février et impliquée dans l'élaboration de la motion partage l'avis du secrétaire général: les trois membres de l'exécutif ont une "drôle de

suite à la page 8

Classified

Ads may be placed through Sadle's, 1st floor Student Union Building, 9 a.m.-5 p.m.
McGill students: \$2 per day. For 3 days \$1.75; more than 3 days \$1.50.
McGill Faculty and Staff: \$3.00 per day.
All others: \$3.50 per day.

341-APT., ROOMS, HOUSING

Sublet 2-1/2 bright, sunny, 5 min. from campus, drapes, wall-to-wall carpets; available May 1st, \$220.00, lease renewable. Phone 845-7353 late evenings.

352-HELP WANTED

Jewish Youth Organization requires part time office help. Must be quick typist. Call 842-6616.

Need entrepreneurial student interested in operating a seasonal bicycle repair depot with guidance of established shop. Must repair bicycles. Visit the Bicycle Market, 1270 Van Horne Ave., Outremont or phone 270-3663.

361-ARTICLES FOR SALE

HP 97. Why not own a personal portable computer? 224-step program memory and inboard printer; powerful programming tools plus math functions. \$950.00 or best reasonable offer. Call 871-2517 days; 849-1854 eves.

372-LOST AND FOUND

Found an Alredale dog in the ghetto. Call 843-8131.

374-PERSONAL

Want to rap with a Rabbi? Call Rabbi Hausman 341-3580.

383-LESSONS OFFERED

Limited enrolment left in introductory guitar course - starting Wednesday March 5. Call now 844-0058 - evening 286-0969.

385-NOTICES

C'est la dernière occasion pour s'inscrire dans le cours de Bartending ce soir! Le cours de Bartending commencera à 7:00 pm. Inscription est 6-7:00 pm. Pour informations appeler 844-0058 ou 286-0969.

McGill International Law Society - "Evaluation of Claims for Refugee Status" - speakers: Ms. Ginette Tremblay and Mr. Ronald Blanchet of Canada Immigration - Date: Tuesday, March 4 at 1:00 p.m. in room 204, Faculty of Law, Chancellor Day Hall, 3644 Peel St. - All welcome.

NOW HIRING: Junior unit head, nursing student, swim director, arts & crafts, sailing, canoeing, gymnastics, judo instructors. June 20 - August 17, near Ste. Agathe. Call Ron at Pripstein's Camp, 481-1875.

El Salvador

A struggle for freedom

Talk on the current situation of the civil war by Mr. Samuel Cisneros from the National Revolutionary Coordination in El Salvador

4 p.m.

Tuesday, March 4

Leacock 216

Sponsored by the McGill Latin American Society

FAMOUS McGILL PIZZA



11:00-2:00 a.m.

11:00-3:00 a.m.

FRI & SAT

Best quality

545 MILTON

845-8011 ★ 845-8382



FREE DELIVERY



MONTREAL'S
FINEST

CHINESE
RESTAURANT

Eat at

SILVERY
MOON
CAFE

FULLY LICENSED

FREE DELIVERY
SPECIAL CHINESE
BUFFET

\$3.95

All you can eat
Choice of over 10 dishes

Mon.-Fri.: 11 am - 2 pm

Sunday: 4 pm - 8 pm

DOWNTOWN
1455 MANSFIELD
842-8481



Great Art Sale!

- Posters
- Frames
- Cards
- Wood Mountings

March 3-7
Union Bldg., Rm 107

Graduate Students Members Guests

The PGSS will be holding
auditions and viewing
acts for its

10TH ANNIVERSARY VARIETY SHOW

Tues. March 4th
7:30 - 10:00 p.m.
Thomson House
3650 McTavish

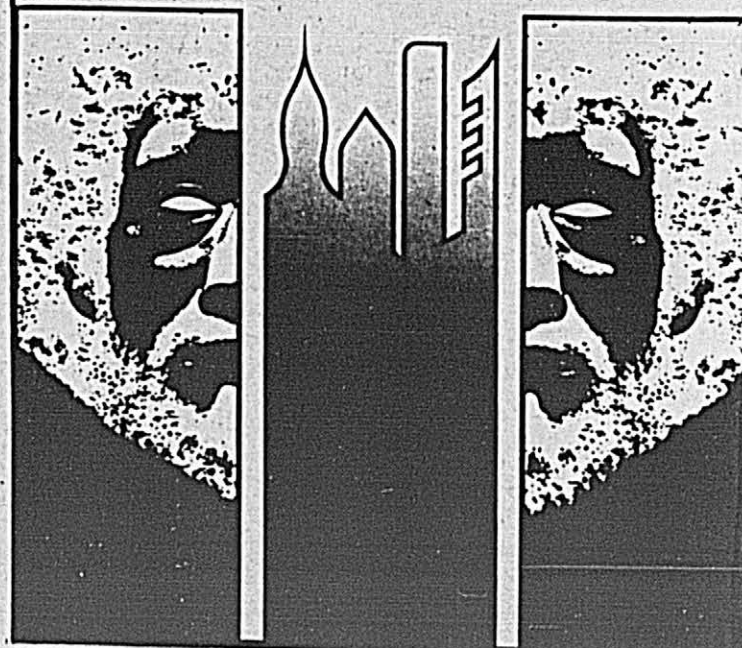
For more information, call:
392-5899/5959 after 4 p.m.

March 4-8 8 p.m.
Moyse Hall Arts Bldg.
McGill University
Tickets at door or
Student Union Box Office
Reservations 392-5000
Contribution \$2.00



City of Illusions

by Ursula LeGuin



Service
Optique
Complet

Complete
Optical
Service

Des Roches & Nantais

Avila Des Roches, O.D.D.
400 est, Sherbrooke
845-8305

Jacques Nantais, O.D.D.
625 President Kennedy
844-8104



Optique
Laurentienne Ltée.
Laurentian
Optical Ltd.

PAC: Une université qui sert enfin les intérêts de la collectivité et du milieu

par Denis Gascon

On déplore souvent, et ce avec raison, l'isolement de l'université auprès des milieux ouvriers et populaires et son peu de considération pour les besoins de la collectivité. Ce à deux niveaux: tout d'abord en ce qui a trait à l'accessibilité, ensuite pour ce qui est de la formation et des services qu'on y dispense.

Dans le double but de pallier à cette dernière carence et briser le mythe populaire de "l'université, tour d'ivoire", le service d'animation socio-culturelle de l'UQAM a récemment lancé les projets d'action communautaire (PAC).

Originaux et innovateurs, les projets visent à mettre au service d'organismes et de milieux populaires les ressources de l'université. Fait intéressant, puisqu'ils rejoignent une des constatations principales de la Commission d'études sur les Universités (CEU), soit son incapacité continue à remplir sa mission de "service à la

collectivité". Une des recommandations de la CEU stipule d'ailleurs que les services de l'université devraient être orientés vers une meilleure intégration dans le milieu environnement, vers une meilleure coordination avec les ressources communautaires existantes.

Mais le PAC va plus loin que la CEU. Loin de ne se limiter qu'avec les services dits parascolaires (aide juridique, services de logement, etc...), il vise surtout à intégrer au milieu la fonction première de l'université, soit

l'enseignement. Conséquents avec l'image "d'université populaire" dont se targue l'UQAM, les projets impliquent en effet programmes, modules et étudiants d'une part, organismes populaires d'autre part.

Sans but lucratif ni rémunération, les projets veulent lier la formation académique université aux besoins de la collectivité. Et puisqu'ils doivent recevoir l'assentiment du conseil du module ou de l'assemblée modulaire pour être acceptés, ils signifient "input étudiant". A l'heure où la CEU regrette le peu de cons-

cience sociale des étudiants (et l'inaptitude de l'université à leur en donner), le PAC apparaît donc comme l'exception, et aussi comme chef de file.

Plusieurs projets sont actuellement en cours. De concert avec le comité des travailleurs de Hochelaga-Maisonneuve et la Coop d'action communautaire, un étudiant de travail social projette de vulgariser les principaux dossiers québécois traitant des problèmes de bruit en milieu de travail. Pour sa part, un étudiant d'histoire étudie, avec l'aide du comité d'appui aux nations

autochtones de la Ligue des Droits et Libertés, les droits des autochtones à l'autodétermination.

Un étudiant du certificat de gestion municipale lance une vaste campagne d'information sur les coopératives d'habitation comme solution aux problèmes de logement. L'ATELIER D'HABITATION Montréal inc. y coopère. D'autres projets se penchent entre autres sur l'éducation morale, le gardiennage, etc...

Jeune, le PAC ne dispose cependant pas de sources financières intarissables. Les subventions sont limitées à \$1,000 par module annuellement. Le module se charge de distribuer le montant entre les divers projets, fussent-ils individuels ou collectifs.

Certes original mais encore trop peu étendu aux universités traditionnelles, le PAC reste à ce jour l'une des réponses les plus concrètes au besoin d'ouverture des universités. Même si elle demeure toujours à l'état embryonnaire, la mission "services à la collectivité" est celle que, bien plus que l'enseignement ou la recherche, l'université aura à développer si elle veut retrouver sa profonde légitimité et justifier les ressources qu'on y dépense. Et commencer par les étudiants eux-mêmes n'est certes pas un faux premier pas...

Le boycott se poursuit toujours à Sherbrooke

par Marc Berthiaume

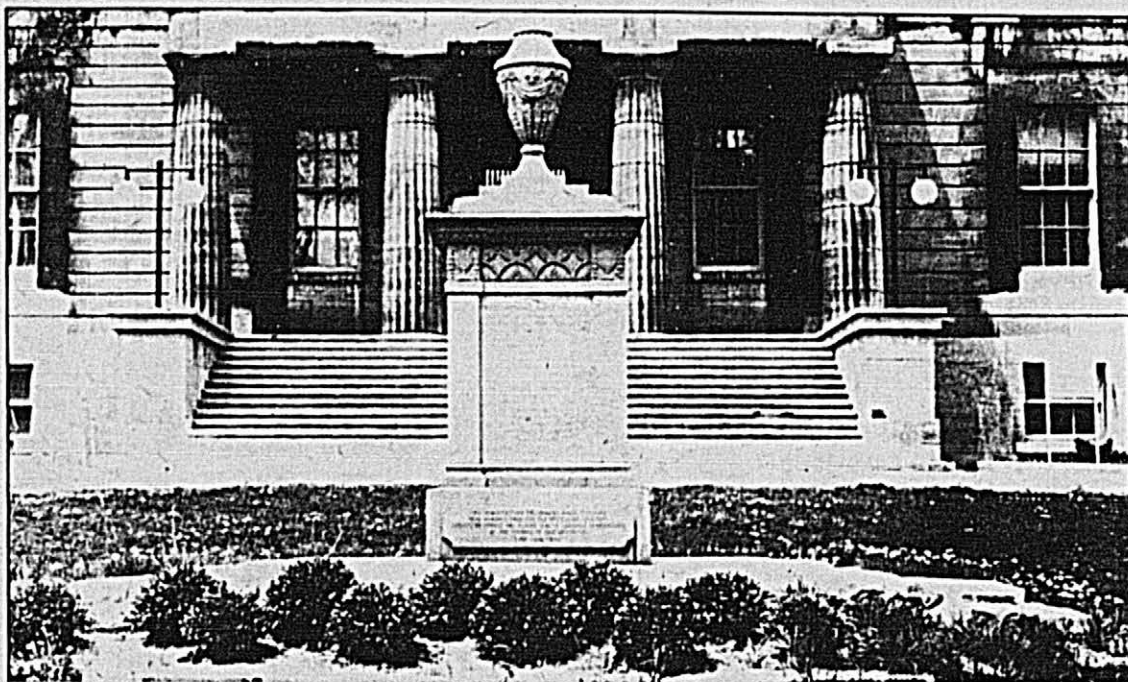
Sherbrooke (PEQ)—Une campagne de boycottage du paiement des frais de scolarité de la présente session est présentement en cours au sein des étudiants de l'Université de Sherbrooke.

Les étudiants manifestent ainsi leur désapprobation face à la hausse annuelle de \$40 de leurs frais généraux imposée récemment par l'administration universitaire.

En effet, alors que l'année dernière, il en coûtait aux étudiants de l'Université de Sherbrooke la somme de \$100 pour le paiement des frais généraux (deux sessions de 150), il leur en coûtera l'an prochain \$140 (deux sessions de \$70). Les frais généraux regroupent les montants devant être payés pour les Services aux étudiants et l'obtention de la carte d'étudiant.

Selon l'administration universitaire, la hausse est devenue nécessaire en raison de l'augmentation de la masse salariale dans le budget des SAE et de l'ouverture du Centre sportif.

L'Association fédérative des étudiants de l'Université de Sherbrooke (AFEUS), coordinatrice du boycottage, refuse d'accepter cette situation. Al'appui de leur opposition, les étudiants dénoncent



L'université, temple du savoir universel, temple du progrès... Mais à force de se vautrer dans un enseignement et une recherche souvent ignorantes de la collectivité, le temple est devenu un asile bien fermé... Il est grand temps d'y remédier.

le fait que depuis 1975-76 la part qu'ils prennent dans le financement des SAE augmente constamment alors que les parts prises par l'administration et le gouvernement tombent en chute libre.

En effet, à la lumière des statistiques fournies par l'Université on constate, que la part de celle-ci est passé de 21 pour cent, où elle était en 1975-76, à 5 pour cent cette année. De la même manière, celle du gouvernement est tombée de 40 pour cent à 34 pour cent. A l'inverse, cependant, la part étudiante atteint maintenant 57 pour cent alors qu'en 1975-76, elle ne se situait qu'à 33 pour cent.

"On paie de plus en plus, mais on nous laisse parler de moins en moins", rétorquent les porte-parole de l'AFEUS, dénonçant ainsi le peu de consultation fait par la direction avant l'imposition de la hausse. C'est pour cela, qu'outre le retrait de la hausse, l'AFEUS exige la formation d'un comité composé d'un nombre égal d'étudiants et d'administrateurs chargé d'évaluer les Services aux étudiants et leur mode de financement.

Les sondages, ça sert à quoi?

par Yves Robidoux

Quel est le rôle des sondages? A qui profitent les sondages? Est-ce que les sondages influencent l'opinion publique? C'est à cette occasion que journalistes, sociologues et membres d'organismes sur l'opinion publique se sont rencontrés la semaine dernière à l'UQAM sous le thème: le référendum et les médias.

C'est aujourd'hui deuxième journée de session parlementaire, que s'amorcera le débat sur la question référendaire rendue publique par le gouvernement Lévesque. Il y a de cela 3 mois. Puisque les sondages occupent une place de plus en plus importante dans la vie politique actuelle, il ne sera donc pas étonnant, au cours des semaines qui suivront cette polémique, de voir apparaître des résultats de toutes sortes faisant la manchette des médias d'information.

Qui effectueront ces sondages et quand auront-ils lieu? Il appert, selon M. Le-

blanc, que la firme CROP travaillera pour Radio-Canada dont ce dernier détient l'exclusivité. Ce sondage devrait paraître dans la première quinzaine de mars. Toujours selon M. Leblanc, deux facteurs importants déterminent la tenu d'un sondage. Tout d'abord, il y a le déroulement de la campagne référendaire, i.e., que si l'on constate une forte avance soit d'un côté ou de l'autre, il ne sert absolument à rien d'effectuer un sondage. Le deuxième facteur réside dans la compétition. Si plusieurs médias d'information publient un sondage, il se peut que certains quotidiens décident d'investir leur argent ailleurs."

Interrogés sur la possibilité de publier un sondage, les quotidiens la Presse, le Journal de Montréal ainsi que Le Devoir ont répondu par la négative. En ce qui concerne le Toronto Star il y aura sondage puisqu'il s'agit selon Mr. Stuart d'un "national story". Le sondage sera effectué

par Gallup, cette dernière étant la propriété du Star. Mentionnons en dernier lieu que le réseau TVA n'en publiera aucun, préférant investir ce montant (\$35,000) lors du référendum.

Concernant la validité d'un tel sondage, M. Claude Gauthier, représentant de la firme CROP, s'exprimait en ces termes: "Le public attache un peu trop d'importance quand à la précision des résultats—un sondage demeure un sondage—quoique l'écart ne dépasse pas 7 pour cent". Le sondage, conclut-il, n'a pas une grosse influence sur la position des gens.

A qui profitent les sondages? Il semble que le sondage sert deux causes, à savoir: le gouvernement d'un côté et le peuple de l'autre. M. Yves Leclerc du Journal La Presse maintient que d'une part les partis politiques se servent de sondages privés afin de manipuler les gens, et

suite à la page 8

page 278-CM Daily

Une victoire discutable

Pour les trois prochaines années, les "McGilllois" peuvent dormir tranquillement sur leurs deux oreilles: la grève des employés(es) de service est terminée. C'est la prétendue victoire du syndicat, une victoire discutable s'il en est une.

Avec un peu de recul, on peut maintenant évaluer les actions et positions des deux parties. Et il n'apparaît pas si évident que le syndicat soit sorti grand vainqueur de cet affrontement.

L'administration, on pouvait s'y attendre, a joué ses cartes à sa façon en adoptant la loi du silence. Pourquoi aurait-elle risqué de se compromettre alors qu'elle possédait le gros bout du bâton? Toutefois son refus de coopérer avec les journalistes lui a attiré les foudres de ces derniers. Les représentants de l'université ont évité les journalistes tout au long de la grève. Seul un agent de relations publiques, peu informé sur les problèmes de fond de la grève, était disponible pour répondre aux questions du Daily.

De son côté, le syndicat a réussi à "gagner" le statu quo. Victoire bien maigre en réalité. Il s'est débattu pour faire respecter les améliorations qu'on lui avait accordées lors de la dernière convention. Rien de quoi faire grimper dans les rideaux!

Le cheval de bataille du syndicat concernait la sécurité d'emploi. Dans son "plan pour une université plus petite", l'université voulait se garder le droit de congédier 125 employés(es) pour la durée de la période estivale. Elle en a mis 95 à pied pendant les deux étés derniers. Le syndicat a réussi à réduire ce nombre de 125 à 100.

Les représentants syndicaux ont donc marqué des points en ce sens que l'université devra employer à l'avenir au moins 350 travailleurs (euses) chaque été. D'un autre côté, l'administration en marque autant si on considère que dès cet été, elle pourra mettre à pied pendant quatre mois 5 employés(es) de plus que l'été dernier.

Les appuis extérieurs au syndicat ont été plus significatifs que prévus. Le comité de soutien de la grève a mobilisé quelque 4,000 étudiants, une centaine de professeurs et la plupart des chargés de cours, en sept ou huit jours, ce qui est respectable pour l'université McGill. L'injonction très dure et très sévère que l'administration a fait passer après seulement 3 jours de grève a certainement eu pour effet d'accélérer le mouvement de révolte chez les étudiants et les professeurs.

Sans s'appuyer sur des statistiques officielles, on peut sans aucun doute affirmer que les professeurs francophones affichent en proportion une "conscience" beaucoup plus progressiste que leurs confrères anglophones. On a pu constater le rythme au ralenti des activités au Département de langue et littérature françaises ainsi qu'au Centre d'études canadiennes françaises, où sont concentrés la majorité des professeurs francophones.

Quant à l'association des étudiants, elle a adopté la même position que l'administration, à savoir que chaque étudiant soit libre de boycotter ou non les cours, selon sa conscience personnelle. Ce n'est certainement pas opter en faveur de l'intérêt collectif des étudiants, qui seront tôt ou tard affectés par des coupures de budget. Par contre, elle mise fort sur l'intérêt collectif des étudiants pour justifier une hausse de \$8 (pour les sous-gradués(es)) des cotisations étudiantes pour l'an prochain...

La grève des employés(es) de service aura donc permis de constater que la "conscience sociale" prend constamment de l'ampleur parmi les étudiants et les professeurs de l'université McGill. D'ici quelques années, ils auront un pouvoir influent dans le processus de décision, en autant qu'ils s'organiseront en conséquence. A moins que l'administration achève avec succès son "plan pour une université plus petite".

Dans une institution où le syndicalisme est aussi rare que le français aux bibliothèques McLennan et Redpath, le syndicat des employés(es) de service a tout de même réussi à mobiliser le plus grand nombre d'étudiants et professeurs à avoir jamais boycotté quoi ce soit à l'université McGill. C'est probablement là sa véritable victoire. Quant à la convention qu'il vient de signer, il s'en retourne arroser les graines qu'il avait plantées il y a 5 ans.

Pierre Shanks



"Les bons débarras":

Amours et démesures

par Dominique DesLandres
"Les Bons Débarras" de François Mankiewicz, d'après un scénario original et des dialogues de Réjean Ducharme. Filmé par Michel Brault. Avec Charlotte Laurier (Manon), Marie Tifo (Michelle) et Germain Houde (Guy). A l'affiche du cinéma 2 du Complexe Desjardins.

On reconnaît bien dans *Les bons débarras* celui qui avait dit un jour: "s'il n'y avait pas d'enfants sur la terre il n'y aurait rien de beau." Car le scénario de ce film met en scène une enfant merveilleuse. Manon (Charlotte Laurier), sorte de personnage lyrique dans un monde indifférent, a un besoin d'amour tel qu'il la conduit des attitudes les plus inattendues.

Les bons débarras c'est l'histoire dont rêve un peu tout le monde: se débarrasser de tout ce qui se trouve entre soi et l'être aimé.

Avec ce dernier film de François Mankiewicz, nous voilà plongés d'un coup au sein de l'enfance. Là où les rêves, la réalité et les sentiments sont vécus intensément. L'action se déroule chez une étrange famille qui vit dans la solitude et la pauvreté, isolée dans les montagnes des Laurentides. Trois personnages y évoluent tendres et attachants. Michelle, la mère célibataire, semble une source inépuisable d'amour. Cette femme doit toujours

rétablir l'équilibre entre sa liberté et tous ceux qu'elle aime et qui ont besoin d'elle. Manon lui reproche de se partager ainsi, de se donner ainsi à tout le monde. Cette enfant, remarquablement précocité, se voudrait l'objet exclusif de l'amour de sa mère. Et voilà que son rêve va se réaliser.

Littéralement Manon se débarrasse des intrus: Maurice, l'amant de sa mère sera vite rayé de la carte par une de ses machinations; l'enfant nous apparaît d'autant plus terrible qu'elle est parfaitement consciente de ce qu'elle fait. Elle se débarrasse aussi de Ti-Guy, le "mongol", l'oncle "débile" qu'une méningite a frappé dans sa jeunesse. Il est effarant de voir cette sombre brute subjuguée par la seule autorité de cette frêle enfant. Il déchire le coeur ce pauvre homme, on dirait un enfant lui aussi, un enfant qui se serait égaré dans un corps trop vite grandi... On verra Manon heureuse de ces bons débarras. Le sommeil de la mère symbolise l'ignorance dans laquelle elle se trouve: elle ignore tout des machinations que sa fille réalise pour se rapprocher d'elle.

Les bons débarras est un film intense où la sensibilité est poussée à l'extrême. Ces "écorchés vifs" qui évoluent dans ce film sont vibrants d'amour et de démesure. Ils sont un peu à l'image de

l'auteur. Réjean Ducharme, dont la réputation est internationale, demeure cependant un être énigmatique qui refuse tout contact avec le public et la presse. Jaloux de son intimité il préfère être connu uniquement à travers ses oeuvres. Et c'est cette intimité que nous fait ressentir ce chef d'oeuvre que constituent les *bons débarras*.

Réalisé par François Mankiewicz à qui l'on doit déjà *le temps d'une chasse* habilement dirigé par la caméra de Michel Brault, ce film a représenté officiellement le Canada au festival de Berlin. Le choix des acteurs s'est avéré judicieux: la petite Charlotte Laurier n'avait que onze ans lorsque Mankiewicz l'a choisi pour tourner le rôle de Manon. Son inexpérience en théâtre comme en cinéma ne l'a pas empêchée de se révéler une comédienne extraordinaire. Germain Houde, dont le premier rôle dans un film était celui du violeur dans *mourir à tue-tête* d'Anne Claire Poirier, ne dément pas non plus son immense talent. Quant à Marie Tifo elle est merveilleuse de tendresse. Un trio remarquable donc.

Les bons débarras c'est à la fois leur histoire et celle de Manon, de Michelle et de Ti-Guy. C'est un peu celle de Réjean Ducharme. C'est aussi un peu la nôtre. Ce film s'impose comme un événement.

Les industries québécoises à l'ère victorienne

par Henri-Paul Normandin
de la Presse étudiante du Québec

On les paye à la pièce: 19 cents pour la couture d'une blouse, 25 cents pour une jupe doublée que les nords-américain(e)s paient de \$20 à \$50 à l'achat. Souvent, un couloir surchauffé, poussiéreux et sand fenêtré leur sert de cafétéria. Leur manufacture est mal éclairée, pas aérée, bruyante, insalubre même, et elles sont forcées d'y travailler debout toute la journée, sans pause-café; il en résulte stress, fatigue chronique, crampes, varices et mal de dos. Plus souvent qu'autrement, les lois prescrivant des conditions minimales de travail ne sont pas respectées. Celles qui sont syndiquées (4 pour cent) voient leurs fonds de pension détournés par le syndicat (affilié à une union internationale); celui-ci affirme que ses membres sont heureuses de travailler à la pièce, alors qu'elles sont unanimes à déclarer que cette méthode de rémunération leur ruine la santé. Et pour comble, il arrive fréquemment que l'employeur refuse de verser le salaire à la fin de la semaine.

Cette description pourrait être celle d'une manufacture de Manchester (Angleterre) des années 1850, au début de l'industrialisation à grande échelle. Ou encore, cette manufacture pourrait-elle être située en Haïti, Taiwan, ou dans un des nombreux pays de dictature appuyée par un réseau de multinationales américaines, allemandes et autres.

Mais cette réalité d'exploitation sociale et économique est beaucoup plus près de nous. En fait, les consommateurs nord-américains, ce sont les québécois(es), l'union internationale en question, la centrale américaine AFL-CIO. Et le lieu d'opération de ces entreprises: ici même, le plancher des vaches, "la belle province".

Un drame du Moyen-Age

Dans les manufactures de vêtements et de chaussures québécoises, en effet, perdurent encore des conditions de travail descendant d'une autre époque et dignes de l'esclavage; on y retrouve l'aliénation et la soumission totale de la main-d'oeuvre aux critères de rentabilité, le capi-

talisme à son état sauvage.

Face à cette situation, la Ligue des Femmes du Québec a réagi en menant une vaste enquête "sur le chantier", en interviewant des travailleuses malgré les menaces de congédiement dont celles-ci étaient victimes. En certaines occasions, les recherchistes se sont même fait engager dans des manufactures afin de vivre elles-mêmes ces conditions de travail. Tout prochainement, la Ligue procédera à la première d'une production audio-visuelle qui traitera du problème de la santé dans ces industries; malgré l'opposition farouche des employeurs et même de l'Union Internationale du vêtement, l'équipe de reporters a recueilli maintes images et témoignages qui, dans l'optique des réalisateurs du document, pourront sensibiliser les québécois(es) au problème.

La maladie, c'est les compagnies, film de Richard Boutet, avait suscité une prise de conscience de la part de certains secteurs du public qui ne sont pas familiers avec les réalités quotidiennes de travailleurs du secteur industriel. Or cette nouvelle production, en plus de faire sentir aux travailleuses concernées qu'elles ne sont pas seules, pourrait bien avoir le même effet auprès de ces mêmes milieux, en particulier auprès des masses étudiantes trop souvent isolées dans leurs grandes bâtisses et bibliothèques. A l'encontre du film de Boutet, toutefois, les sujets de l'enquête de la Ligue sont évidemment des femmes.

Le public est d'ailleurs choyé ces temps-ci en matière de films qui abordent la situation des femmes dans les industries. Norma Rae, (une production américaine traduite en français), raconte en effet l'histoire de la naissance et de l'implantation du syndicalisme dans une usine de textiles, telle que vécue par une femme "qui apprend à reconquérir sa dignité". Dans Brèves vacances, (Italien), on raconte l'histoire d'une mère de famille qui doit aller subir une cure de désintoxication par suite d'une maladie respiratoire contractée dans son usine; celle-ci goûte alors quelques instants aux fastes de la vie des classes favori-

sées avant de retourner dans son monde de misère.

Et le racisme...

Les révélations de l'enquête de la Ligue sont troublantes. En particulier, le racisme qu'on a décelé dans les pratiques patronales est choquant: à titre d'exemple, cette québécoise qui s'est fait refuser un emploi parce que tous les postes étaient occupés. Quelques instants plus tard, une de ses amies se présentait chez le même employeur en parlant espagnol, et obtenait un job sur le champ.

Pourquoi préférer embaucher les immigrantes? Parce que, ne parlant souvent ni anglais ni français, elles ne

sont aucunement au courant de leurs droits. Il devient alors beaucoup plus facile de les manipuler et de les menacer. Le gouvernement a d'ailleurs sa part de responsabilité dans cette affaire puisque les amendes en cas de contravention à la loi du salaire minimum sont tellement faibles qu'elles incitent presque à l'illégalité, l'employeur économisant plus en payant une amende à l'occasion qu'en payant le plein salaire; de toutes façons, le nombre d'inspecteurs de la commission du Salaire Minimum est nettement insuffisant pour s'enquérir d'une proportion suffisante de ces cas d'infrac-

tions...

Les travailleuses des manufactures peuvent-elles aspirer à des jours meilleurs, tant en ce qui touche le salaire et les horaires de travail que leur santé? Tant du côté du gouvernement que des entreprises elles-mêmes, on ne s'attend à aucun changement d'attitude. La Ligue des Femmes affirme toutefois déceler beaucoup de mécontentement chez les travailleuses, et une certaine solidarité; sur cette base, elle tente de les regrouper et de les organiser en syndicats qui, espère-t-on, sauront vraiment promouvoir leurs intérêts, contrairement aux syndicats en place actuellement.



p.m. Leacock Bldg., room 820/821. Guest speaker Mr. Claude Bourbonnais is the Vice-President and General Director of the Residential Department of A.E. LePage, one of Canada's largest real estate companies.

McGill Referendum Committee: Meeting at 4:30 p.m. in room 107 of the Student Union Building. All regulars urged to attend and new recruits welcome.

Women's Union: Important meeting today at 5:00 p.m. Nominations will be submitted for next year's executive. At 7:00 p.m., representatives from immigrant groups will speak about women's groups in their communities. Union room 423.

Debating
Our weekly evening meeting will be held at 7:00 tonight in Union room B-16. A good time is guaranteed for all!
Liberal McGill:
The McGill "No Vote" Committee presents an information table in the Union lobby today from 11 till 2. Say "Yes" for Quebec, vote "No" in the referendum on sovereignty-association.

Middle East:
The Sociology Students' Association presents Mr. S. Jacobovici talking today at 2:00 p.m. in Leacock room 110. The topic of the lecture and discussion is "The New Battleground — The Mass Media and the Middle East."

McGill English Department:
Presents *City of Illusions* by Ursula K. LeGuin, twice winner of both the Hugo and Nebula Awards, as adapted for the stage by Michael D. Bristol. March 4-8, 8:00 p.m. Moyse Hall, Arts Building. Tickets at Student Union Box Office, 3480 McTavish or at the door, contribution \$2.00. Reservations: 392-5000.

Pollack Concert Hall:
5:00 p.m. Student Soloists Recital. Works by Chopin, Ravel, Liszt.
Recital Room C-209:
8:30 p.m. Lieder Class Recital.
The Spanish Students' Association:
A slide show on Spain, titled "The Land and Its People," will be presented tomorrow at 3:30 p.m. in Bronfman room 402.

Today

El Salvador, A Struggle for Freedom:

Talk on the current situation of the civil war in El Salvador by Mr. Samuel Cisneros from the National Revolutionary Coordination in El Salvador. Leacock 216, 4 p.m.

McGill Pro-Life:
There will be a general meeting, tonight at 7:00. 3473 University. Diocesan Theological College (basement). All new members welcome.

"No" vote committee meeting:
Come and support the "No" option on the referendum. Apolitical. We need your help. Union Lounge (basement), Tuesday 4:30 p.m.

The McGill Young Alumni presents:
The real issues of real estate, 8:00

NUS, ou l'ANEQ du Canada anglais

par Henri-Paul Normandin
de la Presse étudiante du Québec

Il n'y pas qu'au Québec qu'il existe des gouvernements qui ont d'autres chats à fouetter que les petits nourissons qui font leur apprentissage dans les universités et les cégeps. Et il n'y a pas qu'au Québec que les étudiants se regroupent, tant bien que mal, en association nationale. Nos confrères du Canada anglais possèdent aussi la leur: l'Union Nationale des Etudiants (UNE; en anglais, c'est la National Union of Students, NUS): 160,000 étudiants en sont membres. Si on tient compte du fait qu'elle travaille en étroite collaboration avec chacune des associations provinciales, c'est 400,000 étudiants qu'elle représente.

L'UNE est née en 1972. L'expérience de regroupement des étudiants au niveau pan-canadien n'était toutefois pas nouvelle; la première association nationale avait été mise sur pieds en 1926, la dernière s'était sabordée en 1968, assez curieusement en même temps que l'Union Générale des Etudiants du Québec (UGEQ).

ANEQ et UNE

Lors d'une récente rencontre du conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC), alors que l'UNE présentait un mémoire, il se trouve un ministre pour souligner que "Comment l'UNE peut-elle prétendre parler au nom de tous les étudiants alors qu'il existe une association nationale au Québec?". En l'instance, il s'agissait de nul autre que le ministre de l'éducation du Québec, Jacques-Yvan Morin.

En deux temps trois mouvements, l'ANEQ faisait parvenir un télégramme au CMEC dans lequel elle affirmait reconnaître l'UNE comme porte-parole officiel des étudiants du Canada anglais, non sans manifester son étonnement face au comportement du ministre Morin qui, soudainement, reconnaissait de plein gré l'ANEQ comme porte-parole officiel des étudiants du Québec.

D'où vient l'existence de deux associations nationales? Tout d'abord de la reconnaissance de l'existence de deux nations à l'intérieur du même pays.

Ensuite, du fait que le Québec détient un statut spécial au sein de la fédération canadienne en matière d'éducation. En effet, au Québec le gouvernement provincial est entièrement responsable du système de prêts-bourses, alors qu'au Canada anglais ce sont les provinces qui distribuent les bourses et Ottawa les prêts.

Le système d'éducation Canada-Québec: plomberies et politiques

Comme en plusieurs autres domaines, le Québec possède un statut particulier en ce qui touche l'éducation. Depuis plusieurs années, en effet, le gouvernement fédéral a mis sur pieds un régime universel de financement du système d'éducation et d'aide financière aux étudiants, mais chaque province possède le droit de se soustraire à l'application de ce régime et d'administrer elle-même les sommes versées par le gouvernement central. Or seul le Québec a ainsi exercé son droit d'"opting out"; il continue à participer à la planification du système pan-canadien, mais pos-

Contre les coupures, pour une plus grande accessibilité, pour une refonte du système des prêts et bourses

sède une marge d'autonomie beaucoup plus grande.

Il n'en demeure pas moins que les politiques d'éducation au Canada sont à quelques exceptions près fort semblables à celles qui sont mises en application au Québec, tant en ce qui touche l'aide financière aux étudiants que le financement des institutions d'enseignement.

Selon les représentants de l'UNE, depuis le début du siècle, lorsque le gouvernement canadien a décidé d'investir des sommes d'argent dans le système d'éducation pour pallier au manque de salariés spécialisés, les divers programmes mis en application ont toujours souffert d'un grave manque de planification. Par exemple, alors qu'après la seconde guerre mondiale on a augmenté considérablement le nombre de places dans les universités afin de satisfaire les besoins de réhabilitation des blessés de guerre et de leurs enfants, quelques années plus tard on s'est retrouvé avec de grandes bâtisses à moitié vides.

Au début des années '70, le gouvernement canadien avait adopté une politique de financement qui semblait satisfaire une peu tout le monde: à chaque dollar dépensé par les provinces, Ottawa investissait lui aussi un dollar. Mais voilà qu'en 1972 celui-ci décide d'amender les arrangements fiscaux et de limiter l'augmentation des dépenses à 15 pour cent par année. Dès ce moment, les provinces restreignent aussi leurs dépenses, ce qui se traduit par une hausse brutale de \$100 des frais de scolarité, en plus de coupures de budget au niveau des institutions d'enseignement.

L'année 1976 devait porter un autre dur coup au monde de l'éducation

alors que le gouvernement libéral décide de mettre fin au programme d'arrangements fiscaux; dorénavant on versera un montant global aux provinces. Ce montant sera établi non pas en fonction des besoins, mais déterminé par une formule plus ou moins arbitraire. Les gouvernements provinciaux n'ayant plus à faire concorder leurs dépenses avec les sommes reçues d'Ottawa, ils pourront dorénavant utiliser celles-ci aux fins qu'ils détermineront; ceci résultera en de nouvelles coupures budgétaires et en de nouvelles augmentations des frais de scolarité.

"What we stand for!"

"Plus on en paye, moins on en reçoit!" En temps de récession économique, ce vieil adage s'applique plus que jamais au monde de l'éducation. Et pour faire face à cette situation, l'UNE travaille sur deux fronts.

En effet, en plus de s'opposer aux coupures budgétaires qui affectent la qualité de l'éducation ainsi que le nombre de places disponibles dans les institutions d'enseignement, l'UNE réclame des réformes au régime des prêts-bourses canadien, régime qui n'a subi aucun amendement substantiel depuis plus de 15 ans.

Par exemple, sous le système actuel, un étudiant ne peut obtenir le statut d'indépendance que 3 ans après avoir quitté de domicile familial. Or l'UNE exige que ce statut soit accordé dès l'âge de la majorité.

Autre revendication: actuellement, un étudiant doit commencer à rembourser son prêt 6 mois après la fin de ses études. Cette règle avait peut-être de l'allure dans le bon vieux temps où un diplôme était un laissez-passer pour l'obtention d'un bon emploi. Mainte-

nant, ça ne tient plus debout!", de dire Alex Dalcako, membre de l'exécutif de l'UNE. Son seulement celle-ci revendique-t-elle l'extension du délai de remboursement, mais aussi l'abolition complète du prêt au profit des bourses. Des études ont en effet prouvé que 30 pour cent des étudiants ayant abandonné leurs études l'ont fait à cause des perspectives d'endettement. Enfin, l'UNE exige aussi que le système de prêt-bourse tienne compte des disparités régionales.

Bref, le programme de l'UNE est axé essentiellement sur une plus grande accessibilité aux études post-secondaires. En examinant celui-ci de plus près, on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec les demandes de l'ANEQ qui, en plus d'un point, sont semblables à celles de l'UNE. A long terme, cette dernière rêve de la gratuité scolaire; vu la conjoncture politique, toutefois, on se résigne à la modération.

L'UNE a aussi d'autres préoccupations, telle la création d'emplois pour les jeunes. A ce chapitre, elle s'oppose radicalement à la politique du gouvernement qui mise sur l'entreprise privée. "Bullshit!", de dire Dalcako. "Le gouvernement dit ne pas avoir d'argent alors qu'il accorde des avantages fiscaux aux multinationales... Clark ne réalise pas comme c'est stupide!"

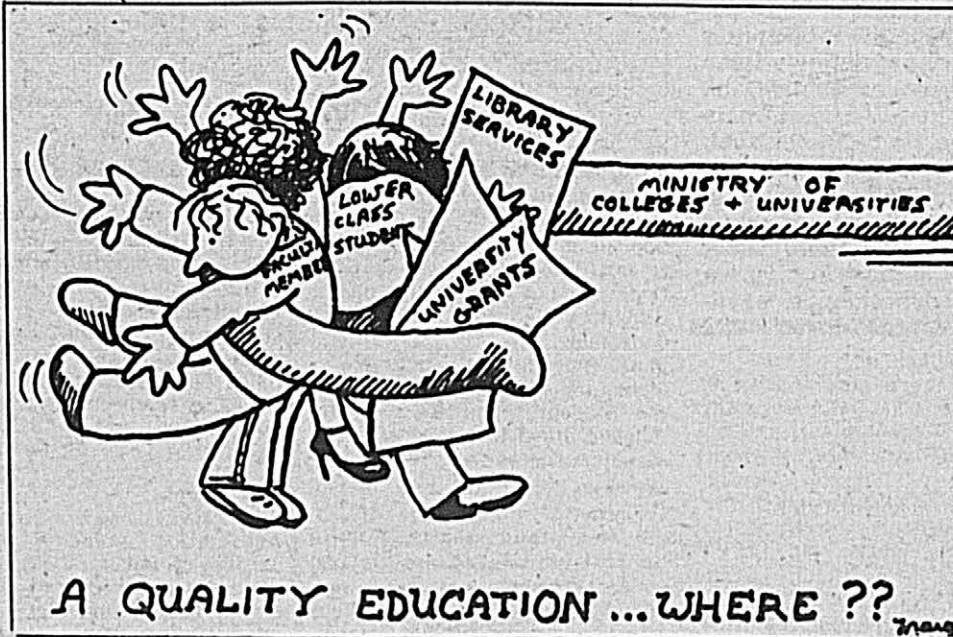
Stratégies et priorités

"Les grèves, si ça fonctionnait, on en ferait!"

Les étudiants du Québec, qui sont habitués depuis plusieurs années aux gestes spectaculaires que constituent les débrayages, regardent d'un oeil sceptique leurs confrères du Canada anglais qui semblent bien dociles. Leur dernier débrayage national remonte à 1976 alors que l'UNE a organisé une journée d'études.

Manque de militantisme? Ce n'est pas comme cela que l'UNE semble l'interpréter. Tout d'abord, on souligne l'énorme défi que constitue l'organisation d'un débrayage au niveau national. Ensuite, on semble plus miser, pour l'instant du moins, sur le lobbying et sur la négociation directe avec diverses instances gouvernementales. A ce chapitre, l'UNE considère qu'elle a connu quelques succès importants cette année, puisque divers organismes relevant de l'administration publique ont accepté d'entendre ses mémoires. L'UNE a aussi réussi à faire accepter le principe de quelques-unes de ses revendications, tel l'admissibilité des étudiants à temps partiel au régime de prêts-bourses.

Tout comme l'ANEQ, l'une des priorités de l'UNE, au niveau organisationnel, est de mieux rejoindre la masse des étudiants. Plusieurs observateurs estiment en effet qu'il existe un détachement sérieux entre l'organisation et la base; celui-ci serait du, non à des divergences idéologiques, mais à un manque de mobilisation des étudiants. Dalcako affirme d'ailleurs que même si quelques militants appuient certaines formations politiques (il s'agit notamment du NPD, du Parti Communiste du Canada, et de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire), il n'existe aucun problème de dissension interne au sein de l'UNE.



Les étudiant(e)s à l'université

par Denis Gascon

Les études sur les universités et leur fonction ont ceci de particulier: préoccupées de gestion et de structure, elles en oublient souvent le réel pour quoi de leur existence, soit les étudiants et la formation qu'on leur y donne. Soucieuses, aussi, de l'avenir et du fonctionnement de l'université, elles scrutent l'institution sans pourtant voir qu'elle s'inscrit dans une dynamique sociale dont on ne saurait l'isoler. A ces égards, le rapport de la Commission d'étude sur les universités offre un double soulagement.

Tout d'abord parce qu'il consacre spécialement aux étudiants le dernier volet d'une triptyque sur l'organisation du système universitaire et reprend à son compte une analyse que les étudiants tentent de légitimer depuis fort longtemps. Ensuite parce que le dernier volume du rapport Angers (comme les

autres d'ailleurs) dénonce l'isolement relatif de l'institution universitaire et son incapacité à vraiment s'occuper des besoins de la collectivité.

Quoique pleine d'espoir, l'étude sur les étudiants pose donc un verdict sévère sur l'université. La lumière qu'elle fait sur les problèmes d'accès, de séjour et de sortie de l'université jette une douche d'eau froide sur les améliorations qu'avaient laissé entrevoir la réforme de l'éducation. (Cette analyse fera l'objet de la seconde partie de la présente étude.)

Outre ses aspects structurels, l'université semble avoir aussi mal négocié: plusieurs questions relatives à la conditions étudiante. La CEU réitère plusieurs: des griefs étudiants, mais du même coup, elle trace un tableau plutôt sombre de la place qu'on leur fait dans la communauté universitaire...

I—Des demandes pas si utopiques qu'on croit

Tant au niveau de l'administration universitaire qu'à celui du MEQ et même de l'opinion publique, on a pendant longtemps fustigé les revendications étudiants. Le récent conflit des prêts et bourses à l'automne '78 a même vu le ministre Morin se lancer dans des excès de langage qui questionnaient non seulement le bien-fondé des demandes étudiantes mais aussi l'essence et la représentativité du syndicalisme étudiant.

Loin de reprendre ces clichés abondamment nourris par les médias, la CEU présente une image de l'étudiant qui est autre que "le privilégié dépourvu de réalisme et de conscience sociale." Sans nécessairement toutes les cautionner il donne au moins aux revendications une légitimité qu'elles avaient peine à trouver.

Les conditions financières

On s'est scandalisé en '78 et on se scandalise encore, de demandes telles la gratuité scolaire ou la refonte du système d'aide financière. Et pourtant, celles-ci étaient au feuillet des revendications étudiantes de 1965. Et pourtant Lesage et Johnson avaient affirmé, bien avant Lévesque, que la gratuité scolaire allait venir à moyen terme, qu'on envisageait même, à court terme, l'abolition du prêt au profit de la bourse. En '80, le court terme semble bien loin...

Ces demandes justifiées par les promesses politiques, la lumière de la CEU les justifie encore. Loin d'être "une vie de château," le tableau que dépeint la CEU montre une situation financière précaire pour une majorité d'étudiants. Le revenu? 51% des étudiants de premier cycle ont un revenu inférieur à \$3000 par année, 43% de ceux-ci ne vivent pas chez leurs parents; 53% ne reçoivent aucune aide monétaire de ces derniers.

Le travail? 90% ont un emploi rémunéré durant l'année ou l'été et 50% en tire la majeure partie de leurs revenus; un tiers des étudiants inscrits à temps plein travaille en cours d'année et le pourcentage grimpe à 89% pour les étudiants à temps partiel.

Quant aux prêts et bourses, seulement 20% des étudiants à temps plein en bénéficient, et 68% des étudiants affirment avoir des dettes inférieures à \$1000. Heureux? Non, le quart des étudiants inscrits à temps plein au baccalauréat se disent insatisfaits de leur condition financière. Et si l'on accepte l'hypothèse que que les étudiants inscrits à temps partiel le sont en raison du coût des études et du besoin de revenus, on peut s'attendre à voir cette proportion augmenter considérablement dans leur cas.

Par delà les chiffres de l'enquête

Dandurand-Fournier, la CEU constate un malaise. L'accessibilité à l'enseignement supérieur dont se faisait l'avocat le rapport Parent est encore freiné non seulement par la 'socialisation' mais aussi par les aspects d'ordre économique. C'est donc l'échec de la démocratisation.

Pour tenter une fois de plus d'y circonscrire, la CEU propose d'amples recommandations: deux retiennent l'attention. La commission demande d'abord une refonte du système d'aide financière, refonte axée vers l'abolition du prêt. L'analyse relève plusieurs anachronismes dont le mouvement étudiant a fait le procès: l'exigence de la contribution minimale même quand l'étudiant n'a pas d'emploi, ou le caractère restrictif à outrance du statut d'indépendance et de non-résidence à

L'émergence de syndicats de professeurs, d'employés et de chargés de cours a modifié grandement l'image de l'université "conciliatrice et non-conflictuelle." De collégiale qu'elle était, la gestion universitaire est devenue un forum où les différentes composantes affirment leur identité de façon formelle et revendiquent leur part de pouvoir effectif.

Dans ce tableau certes sommaire et partiel, il y a pourtant un laissé-pour-compte. Ou plutôt des laissés-pour-compte: les étudiants.

Quoiqu'actif depuis la décennie '60, jamais le syndicalisme étudiant n'a été reconnu dans l'enceinte de l'université. Aujourd'hui encore, les associations étudiantes de l'UQAM, Laval, l'U de M et l'UQTR en sont toujours à se battre pour leur reconnaissance et leur

d'une conscience sociale et la défense "à l'extérieur" de leurs intérêts immédiats.

Ainsi, malgré qu'ils soient les acteurs principaux de la scène universitaire, la CEU constate qu'on ne les reconnaît point. Ne bénéficiant d'aucun statut, ignorées des lois du travail, elles vivent sous la loi du *bona fide*. Tout comme les étudiants dont les droits individuels sont inexistantes...

La CEU juge ceci inacceptable. Non seulement recommande-t-elle, en reprenant les voix des étudiants universitaires, que soient reconnus aux associations la légitimité, le droit de représentation, l'autonomie et la parité juridique avec les autres composantes organisées mais la CEU propose même l'idée d'un modèle syndical incluant accréditation, convention et cotisation obligatoire. De plus elle demande aux administrations de pourvoir l'assistance technique. Le rapport constitue donc pour ces dernières un coup sévère aux principes (!) qu'elles défendent...

Qu'on l'impute à l'échec du modèle collégial ou au refus systématique des administrations l'avènement du modèle syndical apparaît pour les associations un sauvetage. Révolution, direz-vous. Mais révolution devenue nécessaire par l'évolution bureaucratique de l'université, les coupures de budget et le refus de voir les étudiants participer à la gestion de leur formation. Révolution qui trouve son explication là où l'émergence des syndicats de professeurs a trouvé la sienne, soit le besoin d'une voix effective et formelle dans l'université, le besoin d'éliminer l'arbitraire administratif et le besoin de s'affirmer en tant que collectivité et non plus comme individu.

Les recommandations de la CEU donnent sûrement au pouvoir étudiant universitaire une nouvelle jeunesse. Elles sont cependant timides à plusieurs égards, se contentant trop souvent de "redemander" une nouvelle série d'études. Mais elles demeurent une caution importante aux griefs étudiants auxquels on est trop souvent sourd et qu'on qualifie sans ambages d'irréalistes.

Avec un mouvement étudiant caractérisé par la diversité, le morcellement, la discontinuité et, il faut le dire, le manque d'intérêt et le désengagement, l'administration universitaire a beau jeu: elle n'affronte pas la cohésion des professeurs ou des employés. Mais les recommandations de la CEU pourraient donner aux associations étudiantes la permanence qui leur manque et ainsi affirmer la place de l'étudiant dans une université qu'on dit faite pour lui...



une époque où le désir d'affranchissement des étudiants est devenu normal; deux contingences qui, somme toute, ne font que diminuer l'accessibilité à l'Université.

La seconde recommandation, qui dit au MEQ de consulter les représentants étudiants et de tenir compte de leurs propositions lors de la révision de l'aide financière, en fera rougir plus d'un qui, hier, méprisait l'acuité de leurs demandes... Tout en affirmant le pouvoir étudiant, ceci donne un poids nouveau à ce qui fut une des pierres d'assise des revendications étudiantes locales et nationales.

L'organisation étudiante

La question du pouvoir et de sa répartition est un sujet à la mode dans les universités. A cet effet, la décennie '70 a été celle des mutations.

financement. Et la CEU le déplore.

Si les services étudiants (animation, aide individuelle, utilités) ont connu un essor remarquable sans pour autant dépasser le microcosme de la propriété privée universitaire et réussir à s'intégrer à la collectivité sociale, les associations étudiantes n'ont jamais joui d'une telle considération. Aujourd'hui, constate la CEU, elles exigent de se faire entendre. C'était d'ailleurs la raison sous-jacente à leur formation: une représentation dans la gestion interne de l'université.

Mais elles ont vite déchanté de cette participation collégiale pour le moins déficiente. Minoritaires, sans pouvoir décisionnel, choisis à titre individuel et consultatif, les étudiants se sont retirés pour concentrer leur action sur la socialisation politique, la formation

Résultats des élections de l'ASUS

Président

Howard Gold	423
Tim Richards	347
Bruce Ness	343

Rep des Arts au Conseil

(deux premiers)

Gawa Atif	333
Patrick Macklein	279
Steve Dalfen	203
Andy Wheatley	134
Grace Krupa	112
Cliff Halickman	90

Rep des Sciences au Conseil

(deux premiers(ères))

Debra Shapiro	115
Carolyn Pryor	93
Monica Schwalbe	83
Jeff Tenser	56
Michael Nguyen	51
Vijaya Joshi	43
Madeleine Kaytor	43
Ted Ewanchyna	25

Tenue de Bar

mardi soir -19-22h •

11 mars - 8 avril •

inscription:

lundi 18-20h

mardi 18 - 19h •

\$45.00 •

3480 mclavish

appelez 844-0058

MSEA

YORK
UNIVERSITY

MBA
FULL-TIME & PART-TIME

Professional Management Careers

Develop your management potential with a MASTERS degree in BUSINESS ADMINISTRATION from Canada's largest graduate management school. You may select a personalized course of study from over 80 elective courses and proceed on a full-time or part-time basis. Choose from such diverse areas as:

Finance
Accounting
Marketing
Management Information Systems
Organizational Behaviour

Public Administration
Arts Administration
International Business
Small Business

For more information contact:
Student Affairs Office, Faculty of Administrative Studies, York University,
Downsview (Toronto), Ontario M3J 2R6, Telephone: (416) 667-2532.

suite de la page 1

notion de la démocratie."

C'est dans cette optique qu'a été remarquée la censure d'un article au Québec Etudiant, le journal de l'ANEQ. Ce texte faisait une critique des actions de l'ANEQ, notamment au sujet de la lutte des prêts-bourses. Alain Régnier, rédacteur en chef du journal dit n'avoir pu contacter ses auteurs pour discuter du texte qui faisait des critiques essentiellement négatives sur l'ANEQ. Or, de dire Régnier, "Mon mandat c'est de donner des critiques positives".

Cette crise, que plusieurs voient comme étant la plus grave depuis l'expulsion du PCC(ml) en 1977 couvait depuis un bon moment à l'ANEQ et l'élection de Jacques Beaupré en décembre a précipité les événements. Ce qui est maintenant une "guerre ouverte", selon les mots de Beaupré, ne sera pas sans affecter les activités de l'ANEQ dans les prochaines semaines. Et si, le congrès

spécial sur la question nationale pourrait certainement être perturbé mais, toujours d'après le secrétaire général, les luttes de tendances y seront limitées à cause, justement, du caractère "spécial" de ce congrès.

suite de la page 3

le sondage public i.e., celui dont les résultats nous sont communiqués, empêche les partis politiques "de nous faire croire des histoires."

C'est en qualifiant d'hypertrophie la demande des sondages que Mme Isabelle Grémy, sociologue de l'UQAM, s'est fait entendre. "Le peuple n'attend que des chiffres de cette vague d'amour qu'est le sondage populaire." De plus, d'ajouter cette dernière "le sondage populaire n'est ni plus ni moins qu'un business journalistique et économique que les journaux utilisent afin d'augmenter leur tirage." En utilisant ce genre de sondage, Mme Grémy croit que le véritable sondage, i.e.

celui qui si appuie sur une méthodologie ferme (questions adéquates), a peu de chance de s'affirmer. Reste au citoyen de prendre position sur la valeur de tels sondages.

Les activités en honneur de la journée internationale des femmes:

Vendredi, le 7 mars:

Le Conseil central de Montréal, avec la participation des nombreux regroupements féministes québécois, organise la grande manifestation annuelle commémorant les militantes féministes et ouvrières et leurs luttes.

Samedi, le 8 mars:

Les comités de la Condition féminine de la CSN, de la CEQ et quelque 25 groupes de femmes organisent un midi-minuit sous le thème "Toutes ensemble".

Pour renseignements supplémentaires, appelez 286-2021 au Comité Central ou 392-8920 à l'Association des femmes de McGill.

COLTS
by
OLD PORT
Rum flavoured. Wine dipped.

Crack a pack of Colts along with the books.